



TOUTES et TOUS A LA GRANDE MANIFESTATION DU PERSONNEL DU NON MARCHAND!

Vous en doutiez encore ?

Ci-dessous, un maximum de réponses à certaines de vos questions que vous vous posez encore ci-dessous : n'hésitez pas à les utiliser pour convaincre les collègues !

✨ Pourquoi rassembler tout le personnel de tous les secteurs du Non Marchand, privé et public? Qu'est-ce qui nous rassemble ?

Le Non Marchand est riche de ses diversités : diversité de métiers, de projets, d'approches professionnelles, de collectifs variés, ...

Nous sommes animés par la même mission: assurer un service de qualité à l'égard des bénéficiaires. C'est une des raisons majeures pour laquelle nous travaillons dans ces secteurs où l'humain est au centre de toutes les attentions (ou plutôt devrait être au centre de toutes les préoccupations).

Tous ces secteurs sont confrontés à des difficultés similaires, induites par les visions néolibérales et de droite visant à considérer les investissements (qui nous permettent de répondre aux besoins de la population) comme des dépenses pas toujours utiles, et encore moins prioritaires. En d'autres mots, ils nous considèrent comme des COÛTS et pas comme des investissements !

Pour nous, les secteurs aussi diversifiés que ceux de la Santé, du Social et de la Culture sont à envisager sous le seul angle du non lucratif, d'utilité publique, pour exercer de manière subventionnée ou par délégation, des missions d'utilité publique.

Nous, le personnel de ces secteurs, sommes tous des experts du *savoir soigner, savoir guérir, savoir s'y prendre, savoir éduquer, enseigner, accompagner, émanciper*. Et pour cela, il nous faut du TEMPS ! La question du temps se pose tant pour le personnel que pour les bénéficiaires (voir question concernant le temps ci-dessous).

Les conditions de travail sont un facteur déterminant dans la question du temps. Ces conditions de travail, ainsi que la présence de personnel en nombre et en compétences suffisants sont intrinsèquement liées à la question de la qualité du service rendu à la population. Les revendiquer ne mettent pas à mal l'objet social, que du contraire!

L'amélioration des conditions de travail et de rémunération s'obtient à travers les Accords du Non Marchand, entre employeurs, syndicats et pouvoirs publics. Tous les Accords du Non Marchand, quel que soit le niveau de pouvoir, arrivent à échéance et les besoins sur le terrain sont les mêmes partout : des métiers trop peu attractifs et pas tenables dans le temps. Nous avons besoin de nouveaux collègues - bienvenue - mais nous voulons rester en bonne santé, pouvoir concilier notre métier et notre vie privée, acquérir de nouveaux savoirs, etc ... tout au long de notre carrière. Il est temps pour de nouveaux accords du Non Marchand !

Nous nous mobilisons pour obtenir l'amélioration significative des conditions de travail de toutes les travailleuses et travailleurs du Non Marchand... au bénéfice de tous les citoyens de tous âges, de toute condition sociale, qui font appel aux services que nous représentons !

✦ Pourquoi se mobiliser alors que le Gouvernement fédéral et le Gouvernement bruxellois ne sont pas encore constitués ?

Les politiques menées dépendent du résultat des élections mais les gouvernements constitués sur cette base doivent être aussi en responsabilité par rapport aux préoccupations essentielles de la population.

Nous rappelons aux gouvernements mis en place que nous sommes des acteurs incontournables dans la société et qu'il faudra tenir compte de l'urgence dans laquelle les travailleuses et les bénéficiaires se trouvent dans l'ensemble des secteurs du Non Marchand.

Pour les gouvernements en cours de formation, c'est encore plus important ! Si nous voulons que nos demandes soient prises en compte dans les orientations et dans les budgets, c'est le meilleur moment pour l'exiger !

Donc, oui, manifester le 07-11, c'est agir démocratiquement pour défendre les valeurs incarnées par le Non Marchand.

✦ En quoi les accords du Gouvernement wallon et de la FWB sont dangereux pour les secteurs du Non Marchand ?

Ces 2 Gouvernements ne semblent n'avoir qu'une seule obsession : la réduction drastique des dépenses publiques, la croissance économique, quel que soit le prix à payer par les individus (qui sont priés de se conformer aux besoins du marché du travail) et par la nature (qui ne pourra pas supporter sans conséquences la réindustrialisation préconisée par la nouvelle majorité).

Rationalisation, enquête de satisfaction, simplification, efficience, voilà les mots qui égrènent les accords de Gouvernements. Pire, l'affirmation qu'on "*ne rasera pas gratis*"!

A contrario, les mots "personnel" et "solidarité" sont quasiment absents, nous vous encourageons d'ailleurs à le vérifier !

Les ambitions budgétaires sont très inquiétantes, même si le gouvernement se veut rassurant (« *il ne s'agit nullement de mettre en œuvre une politique d'austérité, mais de s'inscrire dans une trajectoire de responsabilité* »), tout en assumant la nécessité de réduire la fiscalité ou d'intervenir financièrement en faveur des entreprises.

Le Non Marchand peut-il se permettre, sans encore plus de dommages que ceux que nous vivons actuellement, de payer le coût de l'austérité? Clairement, NON.

Plus encore : quand l'intention de mise en œuvre de politiques nouvelles semble à première vue volontariste, la plupart sont programmées... lors de la prochaine législature! Quelques mesurètes sont annoncées: le Gouvernement ne s'engage à presque rien (doubler le petit budget de la prévention à la santé, rénovation des crèches ou des institutions pour personnes en situation de handicap), si ce n'est à ÉVALUER l'existant et à PEUT-ÊTRE agir en conséquence. Un même leitmotiv: on analyse l'efficience, on évalue l'existant (mais prendre quelles dispositions? dans le "plus" ou dans le "moins"?), on consulte le secteur, et on prépare la prochaine législature.

A la lecture de la déclaration, il est évident que les nouveaux gouvernements n'ont absolument pas pris la juste mesure de l'urgence d'investir dans le Non Marchand.

✨ Sommes-nous les seuls à le penser ? Sommes-nous isolés dans la société ?

Tous les jours, des patients, des résidents, des bénéficiaires, des citoyens s'inquiètent de l'état de nos services, des difficultés d'accessibilité. La presse se fait très régulièrement l'écho des difficultés vécues par les travailleuses et travailleurs du Non Marchand, parfois directement, en présentant des témoignages, parfois indirectement, en présentant des histoires, des vécus, des témoignages qui montrent l'impasse dans laquelle nos services semblent être orientés.

Nous le disons depuis des années : il est urgent de mettre les moyens nécessaires dans la Santé, le Social, la Culture. Et nous sommes loin d'être les seuls à l'affirmer. Chercheurs, académiques, organisations représentant les bénéficiaires, organisations féministes, ONG, ... tirent aussi à leur manière la sonnette d'alarme.

Des économistes de renom expliquent que chaque € investi dans les services collectifs profite à l'ensemble des citoyens et profite également à l'économie dans son ensemble. Voici leur analyse:

L'accord du Gouvernement wallon annonce une baisse de la fiscalité, avec la baisse des droits d'enregistrement et la baisse des droits de succession. Le gouvernement exclut donc d'aller chercher de nouvelles recettes pour équilibrer son budget. C'est une erreur majeure. Le dérapage budgétaire wallon s'explique largement par la décision des précédents gouvernements de ne pas élargir l'assiette contributive de l'impôt. Ici, cela va encore plus loin, on veut réduire les impôts, pas seulement ne pas les augmenter. Réduire les impôts tout en étant contraint par l'Europe à un effort budgétaire de 25 milliards (pour la Belgique) dans les 4 prochaines années, c'est nécessairement indiquer qu'on va couper à blanc dans les dépenses wallonnes. Ces coupes s'appuieront sur une revue systématique des dépenses de la Wallonie (« *spending reviews* »), telle qu'annoncée dans la DPR.

Pourtant, la Belgique est un pays riche. Qui en doute encore?

✨ Enfin, la démocratie a parlé en juin dernier. N'est-ce pas d'une certaine manière être antidémocratique que de s'opposer à une majorité issue des urnes ?

La démocratie ne se limite pas aux résultats des urnes.

Pour nous, la démocratie électorale n'a de sens que si le projet politique mis en œuvre intègre des valeurs telles que l'égalité, la solidarité, l'inclusion, l'émancipation, la concertation. Les organisations syndicales sont, parmi d'autres acteurs démocratiques, les garants de cela.

La démocratie s'incarne aussi par notre force d'analyse, de propositions et de mobilisations. Les citoyennes et citoyens qui ont voté ont encore voix au chapitre après l'élection, notamment si leurs intérêts fondamentaux sont en jeu et de surcroît si les gouvernements prennent des mesures dont ni l'existence ni l'ampleur n'étaient présentes dans les programmes mis en avant pour les élections. Ce qui est le cas ici. En outre, des promesses de campagne peuvent être rappelées. La constitution de majorités politiques implique de faire des compromis et des arbitrages, mais le bien commun ne peut pas être occulté à la faveur du monde économique !

Et cela n'empêchera jamais les citoyens et les citoyennes, à travers l'outil extraordinaire que sont, e.a., les organisations syndicales qui les représentent, de faire vivre le contre-pouvoir nécessaire dans une démocratie digne de ce nom.

✨ Revendiquer toujours plus, mais l'Etat n'est-il pas suffisamment endetté comme cela ? Réduire les déficits, n'est-ce pas imposé par l'Europe ?

Les Gouvernements prétendent *«qu'il ne s'agit nullement de mettre en œuvre une quelconque politique d'austérité»*. L'approche qui se dessine va pourtant beaucoup plus loin dans l'austérité que ce que nous demande, déjà de manière très exigeante, l'Europe.

Et oui, réduire les déficits comme comptent le faire les Gouvernements RW et FWB, c'est automatiquement réduire les dépenses .

C'est du côté des dépenses que porteront la majorité des efforts budgétaires. Les gouvernements excluent donc d'aller chercher de nouvelles recettes pour équilibrer leur budget. C'est une erreur majeure. Ici, cela va encore plus loin, on veut réduire les impôts, pas seulement ne pas les augmenter. Réduire les impôts tout en étant contraint par l'Europe à un effort budgétaire de 25 milliards (pour la Belgique) dans les 4 prochaines années, c'est nécessairement indiquer qu'on va couper à blanc dans les dépenses.

On s'oriente donc vers un traitement de choc anti-dépenses publiques. L'histoire récente est là pour rappeler qu'une telle approche échoue au regard même de son objectif principal, réduire la dette. La crise du Covid a bien moins impacté nos finances publiques que la crise de 2010, parce qu'au moment du Covid, les gouvernements ont dépensé pour soutenir la croissance économique. Cela a fonctionné: après le choc initial, la dette a diminué.

Ces choix sont d'autant plus préoccupants que le non-investissement dans des politiques essentielles (climat, santé...) risque aussi d'avoir un coût. Les inondations en Wallonie ont coûté plusieurs milliards d'euros, et il était bien nécessaire de les dépenser. Ce qui menace l'avenir, ce n'est pas le déficit budgétaire, c'est le refus d'investir suffisamment dans la santé, l'éducation, la préservation de l'environnement et l'adaptation au changement climatique. Ce sont les plus fragiles qui vont en payer le prix.

✨ Manifester, cela ne sert plus à rien. On n'obtiendra rien du tout.

Les Accords du Non Marchand existent depuis 2000. Et le lien entre l'ampleur des mobilisations et les droits conquis est immédiat, direct et évident. Plus la mobilisation est grande, plus les droits conquis (et jamais acquis) pour les travailleuses et les travailleurs sont importants. Ce qui est certain, c'est qu'une seule mobilisation ne suffit pas. Il faut que la mobilisation du 7 novembre s'inscrive dans une campagne d'information, de sensibilisation, de contagion culturelle et de mobilisation qui prendra plus qu'une manifestation. Mais ce premier signal est impératif. Si nous nous retrouvons dans une manifestation de délégués, le message ne sera pas suffisant. Si chaque délégué vient avec un maximum de collègues, alors personne ne pourra ignorer le message que nous envoyons. Et si les bénéficiaires et responsables de service nous appuient, le message devient universel et devra être pris en compte.

Et finalement, allons-nous encore accepter longtemps d'être ainsi invisibilisés, alors que notre travail quotidien est le ciment de la société? Ils ne parlent pas de nous, ils ne tiennent pas compte de nous, alors, on prend la rue !

✨ Nos secteurs ont déjà bien évolué en 20 ans. Ne peut-on pas faire une pause ?

S'ils ont évolué fortement, cette évolution n'est pas dans le seul sens du progrès social. Les évolutions salariales ne sont pas harmonisées, loin s'en faut, et encore largement inférieures, à compétences et responsabilités similaires, au reste du monde du travail. Les horaires restent pénibles et empêchent une grande majorité de travailleuses et de travailleurs de "tenir" dans une carrière complète à temps plein.

Et les évolutions +- récentes (même si elles s'enracinent dans un dé-financement progressif de nos secteurs depuis plusieurs dizaines d'années) en termes de contrats, de craquage généralisé, d'explosion des maladies de longue durée, de difficultés de recrutement (qui vont parfois jusqu'à des pénuries aiguës), de conditions de travail et d'horaires fous ... tous ces phénomènes nous obligent à décréter l'état d'urgence. Il est temps pour le Non Marchand !

N'oublions jamais que les évolutions positives adviennent quand le personnel se mobilise au départ des besoins rencontrés au quotidien (voir plus haut).

✨ Si les pouvoirs publics n'ont plus de moyens, pourquoi ne pas permettre au commercial d'exercer encore plus de missions de service à la population?

Dans tous les secteurs, nous constatons une amplification des processus de commercialisation à l'œuvre depuis des années (faux indépendants, externalisation/sous-traitance d'activités, enveloppe de financement fermée,

accroissement de la concurrence entre les services, logiques marchandes dans le management,...).

Ces processus ont des conséquences négatives importantes tant sur la qualité et l'accessibilité des services rendus à la population que sur les conditions de travail et d'emploi du personnel.

Doit-on attendre des catastrophes sociales et/ou de santé publique, de maltraitance, comme il y a quelques années avec le Domaine de Taintignies, l'Elysée, comme dernièrement le scandale Orpea dénoncé par le livre «Les fossoyeurs » ? Ou encore la faillite de Néokids alors que l'enjeu des places en crèches est aussi criant ? People and Baby - les Ogres? Dans ces dossiers, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui, initialement, ont été les lanceurs d'alerte.

Si nous n'y prenons garde, des catastrophes telles que celles-ci et d'autres vont encore se produire ces prochains mois, ces prochaines années.

Alors que les besoins explosent et que les inégalités sociales se creusent (celles-ci étant renforcées par le manque d'égalité et de solidarité dans les systèmes de protection sociale, et vice versa), le schéma d'accessibilité suivant se développe dans toute l'Europe:

- La mise en place d'un système marchand accessible aux plus solvables (cliniques privées, résidences-services, maisons d'enfants,...) - ces acteurs commerciaux revendiquant même un accès aux subventionnements publics;
- En parallèle, une fragilisation des services non marchands, qui réalisent les soins/l'aide les moins «rentables», avec les patients/bénéficiaires les moins solvables, cumulant très souvent des pathologies et des problématiques sociales constituant les prises en charge les plus complexes ;

A ceci se rajoute une constante régression dans les financements via des politiques d'austérité imposées par l'Europe.

Alors, oui, la marchandisation/la commercialisation du Non Marchand nuit gravement aux conditions de travail du personnel, à la santé, à la qualité du service rendu à la population, et à la société toute entière.

✨ Si nos métiers sont en pénurie, c'est peut-être aussi parce que les chômeurs et les jeunes ne veulent pas travailler?

Non. Aujourd'hui, la pénurie est devenue criante dans les secteurs des soins de santé, particulièrement en ce qui concerne le personnel soignant. De grandes difficultés de recrutement sont à l'œuvre dans les secteurs de l'accueil, de l'aide et de l'accompagnement. Dans le secteur du handicap, la pyramide des âges est inquiétante, l'anticipation du remplacement des départs naturels devient une nécessité, avec une attention particulière pour les métiers d'éducateur et les métiers psycho-sociaux.

S'agit-il d'un problème ou d'un symptôme d'un mal plus profond ? Les deux ! Ce que la pénurie actuelle nous apprend, c'est une réalité que nous dénonçons depuis longtemps.

Les secteurs du Non Marchand, ce sont des conditions de travail difficiles et non reconnues comme telles. Ce sont des métiers peu valorisés, tant en termes symboliques qu'en termes pécuniaires. C'est l'image entière de ces secteurs qui s'est progressivement transformée, l'image sacrificielle ne fait plus recette ; l'évolution du rapport au travail est une réalité, notamment dans les jeunes générations : on ne travaille pas à tout prix, et en tout cas pas à n'importe quel prix. Et en cela, les jeunes ont raison !

Si les gens quittent le secteur ou ne peuvent y travailler à temps plein, c'est, à notre analyse, parce que la charge est trop intense. Tant d'un point de vue physique que psychologique, cette charge est lourde, trop lourde. Et cette charge vient s'ajouter à des horaires inconfortables, des nuits, des services coupés, des horaires très variables, des horaires tardifs ou très tôt... C'est tout l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle qui est en péril, dans un secteur où les femmes représentent encore près de 80 % du personnel!

Or, c'est aujourd'hui l'une des premières préoccupations des jeunes générations !

Et à l'autre bout, en fin de carrière, c'est toute l'organisation des fins de carrière qui a été malmenée par les gouvernements successifs, que l'on songe aux prépensions, aux crédit-temps de fin de carrière. Encore aujourd'hui, les métiers du Non Marchand ne sont pas considérés comme des métiers lourds !

Plus globalement, c'est la perte de sens qui est mise en avant, le travail est réduit à des prestations techniques et a perdu son sens profond de mise en relation.

La pénurie est-elle une fatalité ? Non, trois fois non. C'est une problématique multifactorielle, il faut travailler sur toutes les dimensions en même temps. Pour pouvoir y travailler, il faut se baser sur l'expertise des travailleurs représentés par les organisations syndicales.

✨ Question à poser au collègue, pour lancer/relancer la discussion et réussir la mobilisation: "Es-tu satisfait du temps qui t'est octroyé pour réaliser ta mission ? trouves-tu cela normal ?"

C'est une bonne question à se poser et à débattre avec les collègues! Et en tant que syndicaliste, ou en tant que travailleur de terrain, en tant qu'expert de ta réalité quotidienne, tu trouveras les exemples concrets qui ne manquent certainement pas au sein de ton institution, de ton service.

Il faut du temps pour faire ce que toi et tes collègues (tous les collègues: les techniciennes de surface, les collègues des services support, etc...) font de mieux : soigner, accompagner, éduquer, soutenir... la population ! Quels sont les choix qui ont été faits (de management, de financement, etc..), quelles sont les problématiques qui se sont additionnées et qui impactent négativement le temps de la relation? Et comment se passent nos journées de travail? Quel temps pour la formation? Pour accueillir correctement les nouveaux collègues? Pour travailler en réseau? Pour accompagner les stagiaires? Pour les supervisions? Les réunions d'équipe? Les exemples sont multiples!

Il nous faut des garanties fortes pour le maintien et le développement des services à la population. Et, aujourd'hui, ce temps fait défaut ! Il est temps pour le Non Marchand - Du temps pour le Non Marchand !

✨ Encore une manifestation gare du Nord - gare du midi, cela ne fonctionnera pas.

Alors, attends-toi à être étonné si c'est ta première manifestation Non Marchand!
Car si nous revendiquons et dénonçons avec détermination, dans les manifestations du Non Marchand, on le fait dans la joie, la créativité, la conviction que tous ensemble, nous pourrons changer le monde.

D'ailleurs, cette première manifestation est l'occasion de VOUS mettre à l'honneur.

Les travailleurs et travailleuses, tels les athlètes du Non Marchand, défileront dans les rues de Bruxelles, portant haut en couleurs les valeurs extraordinaires que leur travail quotidien illustre tous les jours: solidarité, émancipation, inclusion, etc...

Quelques surprises vous attendent!

Et finalement, soyons réalistes, si nous-même ne demandons pas l'impossible, personne ne fera pour nous le possible.